



Assemblée générale

Distr. générale
23 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 149 de l'ordre du jour provisoire*

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Application des résolutions [55/235](#) et [55/236](#) de l'Assemblée générale

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans sa résolution [55/235](#), l'Assemblée générale a réaffirmé les principes généraux sur lesquels repose le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et a adopté un nouveau mécanisme d'ajustement du barème des quotes-parts au budget ordinaire aux fins du calcul des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives à ces opérations. Dans le cadre de ce mécanisme, chaque État Membre était réparti dans l'une des dix catégories de contributions prévues, en fonction, entre autres critères, de son produit national brut moyen par habitant au cours de la période allant de 1993 à 1998. L'Assemblée a prié le Secrétaire général de continuer à mettre à jour tous les trois ans le classement des États Membres dans les catégories susmentionnées, parallèlement à la révision du barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire, en se conformant aux critères établis dans la résolution, et de lui faire rapport à ce sujet. Comme suite à cette demande, le Secrétaire général a présenté des rapports à l'Assemblée générale depuis sa cinquante-huitième session, dans lesquels il rend compte, tous les trois ans, de la composition des catégories.

À sa soixante-treizième session, dans sa résolution [73/272](#), l'Assemblée générale a réaffirmé les principes énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV), [3101 \(XXVIII\)](#) et [55/235](#) et a approuvé la composition actualisée des catégories devant servir à établir, par ajustement des quotes-parts de financement du budget ordinaire, les quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix des États Membres pour la période 2019-2021. Elle a également constaté qu'il était nécessaire de réformer la formule actuelle de répartition des dépenses relatives aux

* [A/76/150](#).



opérations de maintien de la paix et a décidé d'examiner les modalités de classement des États Membres à sa soixante-seizième session.

En outre, par sa résolution 73/272, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à mettre à jour tous les trois ans le classement des États Membres dans les catégories, parallèlement à la révision du barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire, en se conformant aux critères établis, et de lui faire rapport à ce sujet. Le présent rapport est soumis en réponse à cette demande et fournit des informations sur la mise à jour du classement des États Membres aux fins du calcul des quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix pour la période 2022-2024. Des informations sont fournies sur l'évolution des taux de contribution aux opérations de maintien de la paix des États Membres en fonction du revenu national brut moyen par habitant au cours de la période 2014-2019. Elles sont fondées sur les données utilisées par le Comité des contributions pour réviser le barème des quotes-parts pour la période 2022-2024, que l'Assemblée générale examinera à sa soixante-seizième session.

Tant que l'Assemblée générale n'aura pas adopté de nouveau barème, il ne sera pas possible de déterminer les quotes-parts correspondantes pour le financement des opérations de maintien de la paix pour la période 2022-2024. En outre, tout ajustement des modalités de classement, qui pourrait être décidé par l'Assemblée à sa soixante-seizième session, devrait également être pris en compte pour déterminer les quotes-parts. Toutefois, à titre d'illustration, sur la base du classement par catégories existant, l'annexe III indique les taux de contribution aux opérations de maintien de la paix correspondant au barème des quotes-parts pour la période 2022-2024 inclus pour information dans le rapport du Comité des contributions.

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| I. Introduction | 4 |
| II. Composition des catégories aux fins du financement des opérations de maintien de la paix . . | 7 |
| III. Barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix | 9 |
| IV. Conclusions | 10 |
| Annexes | |
| I. Financement du maintien de la paix : catégories de pays établies en fonction notamment du revenu national brut moyen par habitant | 11 |
| II. Application des résolutions 55/235 et 55/236 de l'Assemblée générale pour la période 2022-2024 | 12 |
| III. Taux effectifs de contribution aux opérations de maintien de la paix pour la période allant du 1 ^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024, calculés sur la base des résultats obtenus en appliquant aux données relatives au revenu national brut pour la période 2014-2019 la méthode utilisée aux fins de l'établissement du barème des quotes-parts pour la période 2019-2021 | 18 |

I. Introduction

1. Dans sa résolution 1874 (S-IV), l'Assemblée générale a fixé des principes généraux destinés à servir de guide pour le financement des opérations de maintien de la paix. Par la suite, dans sa résolution 3101 (XXVIII), elle a adopté un arrangement spécial en vue de financer la Force d'urgence des Nations Unies sur la base de ces principes. En vertu de cet arrangement, la contribution de chaque État Membre à la Force était fondée sur sa quote-part au budget ordinaire, ajustée selon une répartition en quatre groupes. Ainsi, la quote-part des États Membres des groupes C et D s'était vue réduite de 80 et 90 %, respectivement, et celle des États Membres du groupe B avait été maintenue au même taux. Quant aux membres permanents du Conseil de sécurité, constituant le groupe A, ils acquittaient le solde au prorata de leurs quotes-parts au budget ordinaire. Cette formule spéciale a été appliquée par la suite, eu égard aux changements apportés à la composition des groupes B, C et D.

2. Dans sa résolution 55/235, l'Assemblée générale a réaffirmé les principes énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV) et 3101 (XXVIII). Elle a aussi réaffirmé les principes généraux régissant le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés ci-après :

a) Tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies sont collectivement responsables du financement des opérations de maintien de la paix et, en conséquence, les dépenses relatives à ces opérations sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres, en application du paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies ;

b) Pour couvrir les dépenses résultant de telles opérations, il convient d'appliquer une formule différente de celle qui est utilisée pour les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation ;

c) Si les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes aux opérations de maintien de la paix, les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de contribuer au financement des opérations de maintien de la paix qui entraînent de lourdes dépenses ;

d) Les responsabilités spéciales qui incombent aux membres permanents du Conseil de sécurité touchant le maintien de la paix et de la sécurité doivent être prises en compte pour le calcul de leurs contributions au financement des opérations ayant trait à la paix et à la sécurité ;

e) Lorsque les circonstances le justifient, l'Assemblée générale devrait prendre spécialement en considération la situation des États Membres qui sont victimes des événements ou actions donnant lieu à une opération de maintien de la paix, et celle des États Membres qui sont impliqués de quelque autre manière dans lesdits événements ou actions.

3. Par sa résolution 55/235, l'Assemblée générale a établi un nouveau mécanisme d'ajustement du barème des quotes-parts au budget ordinaire aux fins du calcul des quotes-parts applicables aux opérations de maintien de la paix. Ce mécanisme était fondé sur plusieurs critères, dont une comparaison entre le produit national brut (PNB) moyen par habitant de chaque État Membre au cours de la période de référence de six ans retenue pour le calcul du barème des quotes-parts, d'une part, et, de l'autre, le produit national brut moyen par habitant de l'ensemble des États Membres. Sur la base de ces critères, énoncés au paragraphe 10 de la résolution 55/235, les États Membres ont été répartis entre 10 catégories, de A à J. À cet égard, l'Assemblée a décidé ce qui suit :

a) Le barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix doit être fondé sur le barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, assorti d'un mécanisme d'ajustement approprié et transparent prévoyant différentes catégories d'États Membres, qui soit conforme avec les principes énoncés plus haut ;

b) Les membres permanents du Conseil de sécurité doivent constituer une catégorie distincte et, au vu des responsabilités spéciales qui leur incombent en matière de maintien de la paix et de la sécurité, leurs taux de contribution doivent être supérieurs à ceux utilisés pour le calcul de leurs contributions au financement des dépenses inscrites au budget ordinaire ;

c) Le coût de tous les dégrèvements résultant d'ajustements au barème des quotes-parts en vigueur pour le budget ordinaire appliqués pour les États Membres des catégories C à J sera à la charge des membres permanents du Conseil de sécurité, selon une formule de répartition proportionnelle ;

d) Les pays les moins avancés seront placés dans une catégorie distincte et bénéficieront du taux de dégrèvement le plus élevé que prévoit le barème ;

e) Les données statistiques utilisées aux fins du calcul des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix seront les mêmes que celles qui sont utilisées pour l'établissement du barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire, sous réserve des dispositions de la présente résolution 55/235 ;

f) Dans le cadre de ce mécanisme, les États Membres sont répartis entre 10 catégories et en changent de façon automatique et prévisible en fonction de l'évolution de leur produit national brut (PNB) par habitant.

4. En créant le mécanisme, l'Assemblée générale a décidé, également par sa résolution 55/235, que les États Membres seraient classés dans la catégorie la plus basse bénéficiant du dégrèvement le plus élevé pour laquelle ils remplissaient les conditions requises, sauf s'ils manifestaient leur décision de passer à une catégorie supérieure. Les majorations devant intervenir pendant la période de transition 2001-2003 prévue par l'Assemblée dans sa résolution 55/236 seraient opérées par tranches égales. Après la période 2001-2003, des périodes de transition de deux ans s'appliqueraient aux pays progressant de deux catégories et des périodes de transition de trois ans aux pays progressant de trois catégories ou plus. L'Assemblée a prié le Secrétaire général de continuer de mettre à jour tous les trois ans le classement des États Membres dans les différentes catégories, parallèlement à la révision du barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire, en se conformant aux critères établis plus haut, et de lui faire rapport à ce sujet. Enfin, elle a décidé que les modalités du classement des États Membres qui entreraient en vigueur le 1^{er} juillet 2001 seraient revues au bout de neuf ans.

5. Dans sa résolution 55/236, l'Assemblée générale s'est félicitée de la décision prise par plusieurs États Membres de se reclasser volontairement dans une catégorie plus élevée que celle qui leur avait été attribuée en application des critères énoncés au paragraphe 10 de sa résolution 55/235.

6. Dans sa résolution 61/243, l'Assemblée a rappelé la décision qu'elle avait prise dans sa résolution 55/235 de revoir au bout de neuf ans les modalités de classement aux fins du calcul des quotes-parts de financement de maintien de la paix et a décidé de procéder à cet examen à sa soixante-quatrième session. À cette session, l'Assemblée, dans sa résolution 64/249, a réaffirmé les principes énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV), 3101 (XXVIII) et 55/235. Elle a aussi approuvé la composition actualisée des catégories qui serviraient à ajuster les quotes-parts de

financement du budget ordinaire aux fins de l'établissement des quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix des États Membres pour la période 2010-2012, sous réserve des dispositions de ladite résolution. En outre, l'Assemblée a noté les préoccupations exprimées par des États Membres, notamment les Bahamas et Bahreïn, au sujet des modalités de classement aux fins du calcul des quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et a décidé d'examiner ces modalités, en vue de prendre une décision, si un accord était trouvé, au plus tard à sa soixante-septième session.

7. À sa soixante-septième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution [67/239](#), a réaffirmé les principes énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV), [3101 \(XXVIII\)](#) et [55/235](#) et a approuvé la composition actualisée des catégories devant servir à établir, par ajustement des quotes-parts de financement du budget ordinaire, les quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix des États Membres pour la période 2013-2015. Elle a également constaté qu'il était nécessaire de réformer la formule actuelle de répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix et a décidé de revoir les modalités de classement à sa soixante-dixième session.

8. À sa soixante-dixième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution [70/246](#), a réaffirmé les principes énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV), [3101 \(XXVIII\)](#) et [55/235](#) et a approuvé la composition actualisée des catégories devant servir à établir par ajustement des quotes-parts de financement du budget ordinaire, les quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix des États Membres pour la période 2016-2018. Elle a également constaté qu'il était nécessaire de réformer la formule de répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix et a décidé d'examiner les modalités de classement des États Membres à sa soixante-treizième session. Toujours dans la même résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de continuer de mettre à jour tous les trois ans le classement des États Membres dans les différentes catégories, parallèlement à la révision du barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire, en se conformant aux critères établis, et de lui faire rapport à ce sujet.

9. À sa soixante-treizième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution [73/272](#), a réaffirmé les principes énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV), [3101 \(XXVIII\)](#) et [55/235](#) et a approuvé la composition actualisée des catégories devant servir à établir par ajustement des quotes-parts de financement du budget ordinaire, les quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix des États Membres pour la période 2019-2021. Elle a également constaté qu'il était nécessaire de réformer la formule de répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix et a décidé d'examiner les modalités de classement des États Membres à sa soixante-seizième session. Toujours dans la même résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de continuer de mettre à jour tous les trois ans le classement des États Membres dans les différentes catégories, parallèlement à la révision du barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire, en se conformant aux critères établis, et de lui faire rapport à ce sujet ;

10. Dans ses précédents rapports sur l'application des résolutions [55/235](#) et [55/236](#)¹, le Secrétaire général a indiqué comment il interprétait les dispositions de ces résolutions et comment il se proposait de s'acquitter des responsabilités qui lui incombait au titre de la résolution [55/235](#). Le présent rapport prend en compte les interprétations énoncées dans ces rapports antérieurs.

¹ Voir [A/C.5/55/38](#), [A/C.5/55/38/Add.1](#), [A/58/157](#), [A/58/157/Add.1](#), [A/61/139](#), [A/61/139/Corr.1](#), [A/61/139/Add.1](#), [A/64/220](#), [A/64/220/Add.1](#), [A/67/224](#), [A/67/224/Add.1](#), [A/70/331](#), [A/70/331/Add.1](#), [A/73/350](#) et [A/73/350/Add.1](#).

II. Composition des catégories aux fins du financement des opérations de maintien de la paix

11. La composition initiale des catégories utilisées pour calculer le barème des contributions applicables au financement des opérations de maintien de la paix pour la période allant du 1^{er} juillet 2001 au 31 décembre 2003 figure dans l'annexe de la résolution 55/235. Les membres permanents du Conseil de sécurité constituaient la catégorie A. Les États Membres figurant sur la liste des pays les moins avancés faisaient partie de la catégorie J. Des États Membres désignés constituaient la catégorie C. Les autres États Membres étaient classés en fonction du rapport entre leur PNB moyen par habitant au cours de la période de référence de six ans (données relatives à la période 1993-1998) utilisée pour l'établissement du barème des quotes-parts pour 2001-2003, d'une part, et, de l'autre, le PNB moyen de l'ensemble des États Membres. Les seuils appliqués étaient indiqués dans le tableau du paragraphe 10 de la résolution 55/235. Le classement initial des États Membres dans les catégories B et D à I reposait sur leur PNB moyen par habitant [rebaptisé revenu national brut (RNB)] au cours de la période de référence de six ans allant de 1993 à 1998 et sur le PNB moyen par habitant de l'ensemble des États Membres pour la même période, qui était de 4 797 dollars.

12. Depuis 2001, le barème des quotes-parts est établi sur la base de deux périodes de référence, l'une de six ans, l'autre de trois ans. Conformément aux dispositions de la résolution 55/235 et à la méthode appliquée par l'Assemblée générale en vue de constituer les catégories pour la période 2001-2003, le Secrétaire général a par la suite mis à jour la composition des catégories pour les périodes 2004-2006, 2007-2009, 2010-2012, 2013-2015, 2016-2018 et 2019-2021, en se servant de la moyenne du RNB pour la période de référence de six ans utilisée par le Comité des contributions aux fins du barème des quotes-parts pour ces périodes.

13. Le tableau ci-après récapitule les périodes de référence et les valeurs du RNB moyen par habitant correspondant de l'ensemble des États Membres utilisées pour établir la composition des catégories depuis 2001 :

| <i>Période d'application du barème</i> | <i>Période de référence de six années</i> | <i>RNB moyen de l'ensemble des États Membres</i> |
|--|---|--|
| 2001-2003 | 1993-1998 | 4 797 |
| 2004-2006 | 1996-2001 | 5 094 |
| 2007-2009 | 1999-2004 | 5 518 |
| 2010-2012 | 2002-2007 | 6 708 |
| 2013-2015 | 2005-2010 | 8 338 |
| 2016-2018 | 2008-2013 | 9 861 |
| 2019-2021 | 2011-2016 | 10 476 |

14. L'Assemblée générale n'a pas encore pris de décision quant aux éléments de la méthode de calcul à employer aux fins de l'établissement du barème des quotes-parts pour la période 2022-2024. En l'absence de directives expresses de l'Assemblée concernant le nouveau barème, le Comité des contributions a décidé, à sa quatre-vingt-unième session, en 2021, d'examiner le barème des quotes-parts pour la période 2022-2024 sur la base des attributions générales qui étaient les siennes au titre de l'article 160 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et des dispositions des résolutions 58/1 et 73/272. Ce faisant, il est convenu de certaines conclusions et recommandations concernant la formule à utiliser, a examiné les données fournies par la Division de statistique pour la période 2014-2019, a décidé d'ajuster les taux de

change du marché d'un certain nombre d'États Membres et a présenté, pour information, des barèmes informatisés faisant apparaître les résultats obtenus en appliquant aux données relatives au RNB pour 2014-2019 la méthode retenue pour l'établissement du barème des quotes-parts pour la période 2019-2021.

15. Pour actualiser la composition des catégories aux fins du financement des opérations de maintien de la paix pour la période 2022-2024, le Secrétaire général s'est appuyé sur les dispositions des résolutions [55/235](#), [55/236](#) et [73/272](#) de l'Assemblée générale, sur son interprétation des mandats énoncés dans celles-ci, dont il était question dans ses rapports antérieurs, et sur la pratique adoptée par l'Assemblée pour fixer la composition des catégories aux périodes antérieures. En conséquence, les données relatives à la période de six ans 2014-2019 ont été utilisées pour revoir la composition des catégories applicables à la période 2022-2024. Les seuils correspondants sont indiqués à l'annexe I du présent rapport. Ils sont fondés sur les dispositions de la résolution [55/235](#) et sur le rapport entre le RNB moyen par habitant de chaque État Membre pour 2014-2019 et la moyenne correspondante pour l'ensemble des États Membres, qui était de 10 783 dollars.

16. En exposant la manière dont il envisagerait l'application des résolutions [55/235](#) et [55/236](#) (voir [A/C.5/55/38](#), par. 13 et 16), le Secrétaire général a indiqué que, puisqu'il n'y avait pas de critères d'inclusion dans la catégorie C, les pays de la catégorie C énumérés dans l'annexe à la résolution [55/235](#) seraient maintenus dans la même catégorie C au moins jusqu'à l'examen des modalités de classement des pays, qui aurait lieu au cours de la partie principale de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. À cette session, l'Assemblée a adopté la résolution [64/249](#). Compte tenu de l'interprétation qui en était faite à ce moment-là, les Bahamas et Bahreïn ont été classés à titre exceptionnel dans la catégorie C pour la période 2010-2012². Dans sa résolution [67/239](#), l'Assemblée générale a approuvé la composition actualisée des catégories devant servir à établir, par ajustement des quotes-parts de financement du budget ordinaire, les quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix des États Membres pour la période 2013-2015³. Dans sa résolution [70/246](#), elle a approuvé la composition actualisée des catégories devant servir à établir, par ajustement des quotes-parts de financement du budget ordinaire, les quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix des États Membres pour la période 2016-2018⁴. Dans sa résolution [73/272](#), l'Assemblée a approuvé la composition actualisée des catégories devant servir à établir, par

² Avant l'adoption de la résolution [64/249](#), le Président de la Cinquième Commission et le Président de l'Assemblée générale ont déclaré qu'il était entendu par l'Assemblée que, à titre exceptionnel, les Bahamas et Bahreïn seraient traités comme des pays faisant partie de la catégorie C aux fins du barème des quotes-parts pour la période 2010-2012. Voir [A/C.5/64/SR.22](#) et [A/64/PV.68](#).

³ Au moment de l'adoption de la résolution [67/239](#) de l'Assemblée générale, le Président de la Cinquième Commission et le Président de l'Assemblée générale ont déclaré qu'il était entendu qu'il serait accordé à trois pays de la catégorie B, à savoir les Bahamas, Bahreïn et Oman, à titre exceptionnel et exclusivement pour la période d'application du barème de 2013-2015, un dégrèvement de 7,5 % sur leurs contributions, qu'Oman renoncerait à sa période de transition et que le montant total des quotes-parts des pays de la catégorie A ne dépasserait pas, du fait de ces réductions, celui des quotes-parts effectives indiquées à l'annexe III du rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions [55/235](#) et [55/236](#) de l'Assemblée générale([A/67/224](#)). Voir [A/C.5/67/SR.22](#) et [A/67/PV.62](#).

⁴ Au moment de l'adoption de la résolution [70/246](#) de l'Assemblée générale, le Président de la Cinquième Commission et le Président de l'Assemblée générale ont déclaré qu'il était entendu qu'il serait accordé à trois pays de la catégorie B, à savoir les Bahamas, Bahreïn et Oman, à titre exceptionnel et exclusivement pour la période d'application du barème de 2016-2018, un dégrèvement de 7,5 % de leurs contributions, que pour 2018 seulement, l'Arabie saoudite bénéficierait d'un dégrèvement de 7,5 % de sa quote-part et que la charge correspondant à ces dégrèvements serait répartie proportionnellement entre les membres permanents du Conseil de sécurité. Voir [A/C.5/70/SR.23](#) et [A/70/PV.82](#).

ajustement des quotes-parts de financement du budget ordinaire, les quotes-parts de financement des opérations de maintien de la paix des États Membres pour la période 2019-2021⁵. Pour la période 2022-2024, les renseignements fournis à titre indicatif dans le présent rapport concernant la catégorie C reposent sur la composition spécifiée dans l'annexe à la résolution [55/235](#).

17. Compte tenu de ce qui précède, et avant tout reclassement ou passage volontaire à une catégorie supérieure, Antigua-et-Barbuda passerait de la catégorie H à la catégorie F, l'Argentine descendrait de la catégorie G à la catégorie H, le Brésil descendrait de la catégorie H à la catégorie I, le Costa Rica passerait de la catégorie I à la catégorie H, la Tchéquie passerait de la catégorie E à la catégorie D, la Guinée équatoriale descendrait de la catégorie H à la catégorie I, l'Estonie passerait de la catégorie E à la catégorie D, la Lettonie passerait de la catégorie G à la catégorie F, la Lituanie passerait de la catégorie G à la catégorie F, Nauru passerait de la catégorie I à la catégorie G, Oman passerait de la catégorie E à la catégorie G, Palau passerait de la catégorie H à la catégorie F, Panama passerait de la catégorie H à la catégorie G, le Portugal passerait de la catégorie D à la catégorie B (dans laquelle il est passé actuellement sur une base volontaire), la Roumanie passerait de la catégorie I à la catégorie H (mais on suppose qu'elle resterait volontairement dans la catégorie H*), Saint-Kitts-et-Nevis passerait de la catégorie F à la catégorie E, la Trinité-et-Tobago passerait de la catégorie E à la catégorie F, la Turquie descendrait de la catégorie H à la catégorie I, Vanuatu passerait de la catégorie J à la catégorie I (puisque'il a été retiré du groupe des pays les moins avancés) et le Venezuela (République bolivarienne du) descendrait de la catégorie G à la catégorie I.

18. En application des dispositions de la résolution [55/235](#), le passage d'Antigua-et-Barbuda, de Nauru et des Palaos dans une catégorie supérieure fera l'objet d'une période de transition appropriée. Cette période a été définie de la manière décrite dans le précédent rapport du Secrétaire général ([A/C.5/55/38](#)) et est indiquée dans l'annexe II du présent rapport. Comme le Portugal se situe actuellement dans la catégorie B sur une base volontaire, on suppose qu'aucune mise en œuvre progressive ne sera nécessaire au cours de la période 2022-2024.

III. Barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix

19. Comme indiqué à l'annexe II du présent rapport, la composition des catégories prises en compte dans le calcul des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix en 2022-2024 a été actualisée conformément aux dispositions de la résolution [55/235](#). La composition actualisée des catégories, sous réserve d'éventuels ajustements appliqués après révision par l'Assemblée générale du classement des États Membres, sera utilisée conjointement avec le barème des quotes-parts pour 2022-2024 afin de déterminer le taux de contribution de chaque État Membre au financement des opérations de maintien de la paix. L'Assemblée examinera le barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire pour la période 2022-2024 à sa soixante-seizième session. Tant qu'elle n'aura pas adopté de nouveau barème, il ne sera pas possible de déterminer le

⁵ Au moment de l'adoption de la résolution [73/272](#) de l'Assemblée générale, le Président de la Cinquième Commission et le Président de l'Assemblée générale ont déclaré qu'il était entendu qu'il serait accordé à trois pays de la catégorie B, à savoir l'Arabie saoudite, les Bahamas et Bahreïn, à titre exceptionnel et exclusivement pour la période d'application du barème de 2019-2021, un dégrèvement de 7,5 % de leurs contributions et que la charge correspondant à ces dégrèvements serait répartie proportionnellement entre les membres permanents du Conseil de sécurité. Voir [A/C.5/73/SR.26](#) et [A/73/PV.75](#).

barème correspondant des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix pour la période 2022-2024.

20. Cependant, on trouvera à titre indicatif dans l'annexe III du présent rapport le barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix (chiffres donnés à la quatrième décimale) correspondant au barème des quotes-parts pour la période 2022-2024 inclus pour information dans le rapport du Comité des contributions ([A/76/11](#), par. 108).

IV. Conclusions

21. L'Assemblée générale voudra peut-être prendre note du présent rapport et déterminer les modalités du classement des États Membres aux fins du calcul de leurs quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix ainsi que la composition des catégories pour la période 2022-2024.

Annexe I

Financement du maintien de la paix : catégories de pays établies en fonction notamment du revenu national brut moyen par habitant

| <i>Catégorie</i> | <i>Critères</i> | <i>Seuil pour la période 2022-2024 (en dollars des États-Unis)</i> | <i>Dégrèvement (pourcentage)</i> |
|------------------|--|--|---|
| A | Membres permanents du Conseil de sécurité) | s.o. | Surcharge |
| B | Tous les États Membres à l'exception de ceux de la catégorie A et des catégories définies ci-dessous | s.o. | 0 |
| C | Liste figurant en annexe à la résolution 55/235 de l'Assemblée générale | s.o. | 7,5 |
| D | RNB/h inférieur à 2 fois le RNB/h moyen de l'ensemble des États Membres (à l'exception des États inclus dans les catégories A, C et J) | Moins de 21 566 | 20 |
| E | RNB/h inférieur à 1,8 fois le RNB/h moyen de l'ensemble des États Membres (à l'exception des États inclus dans les catégories A, C et J) | Moins de 19 409 | 40 |
| F | RNB/h inférieur à 1,6 fois le RNB/h moyen de l'ensemble des États Membres (à l'exception des États inclus dans les catégories A, C et J) | Moins de 17 253 | 60 |
| G | RNB/h inférieur à 1,4 fois le RNB/h moyen de l'ensemble des États Membres (à l'exception des États inclus dans les catégories A, C et J) | Moins de 15 096 | 70 |
| H | RNB/h inférieur à 1,2 fois le RNB/h moyen de l'ensemble des États Membres (à l'exception des États inclus dans les catégories A, C et J) | Moins de 12 940 | 80 (ou 70 sur une base du volontariat) ^a |
| I | RNB/h inférieur au RNB/h moyen de l'ensemble des États Membres (à l'exception des États inclus dans les catégories A, C et J) | Moins de 10 783 | 80 |
| J | Pays les moins avancés (à l'exception des États inclus dans les catégories A et C) | s.o. | 90 |

Abréviation : RNB = revenu national brut.

^a Un dégrèvement de 70 % est appliqué aux États Membres de la catégorie H*.

Annexe II

Application des résolutions 55/235 et 55/236 de l'Assemblée générale pour la période 2022-2024

| État Membre | Catégorie 2021 | Catégorie d'un changement volontaire en 2021 | Catégorie pour la période 2022-2024 établie sur la base des données relatives à la période 2014-2019 | Catégorie découlant d'un éventuel changement volontaire pour la période 2022-2024 | Pourcentage du taux applicable au financement du budget ordinaire | |
|---------------------------------|----------------|--|--|---|---|-----------|
| | | | | | 2022 | 2023-2024 |
| Afghanistan | J | | J | | 10 | 10 |
| Afrique du Sud | I | | I | | 20 | 20 |
| Albanie | I | | I | | 20 | 20 |
| Algérie | I | | I | | 20 | 20 |
| Allemagne | B | | B | | 100 | 100 |
| Andorre | B | | B | | 100 | 100 |
| Angola | J | | J | | 10 | 10 |
| Antigua-et-Barbuda | H | | Fa | | 30 | 40 |
| Arabie saoudite | B ^c | | B | | 100 | 100 |
| Argentine | G | | H | | 20 | 20 |
| Arménie | I | | I | | 20 | 20 |
| Australie | B | | B | | 100 | 100 |
| Autriche | B | | B | | 100 | 100 |
| Azerbaïdjan | I | | I | | 20 | 20 |
| Bahamas | B ^b | | B | | 100 | 100 |
| Bahreïn | B ^b | | B | | 100 | 100 |
| Bangladesh | J | | J | | 10 | 10 |
| Barbade | F | | F | | 40 | 40 |
| Bélarus | I | | I | | 20 | 20 |
| Belgique | B | | B | | 100 | 100 |
| Belize | I | | I | | 20 | 20 |
| Bénin | J | | J | | 10 | 10 |
| Bhoutan | J | | J | | 10 | 10 |
| Bolivie (État plurinational de) | I | | I | | 20 | 20 |
| Bosnie-Herzégovine | I | | I | | 20 | 20 |
| Botswana | I | | I | | 20 | 20 |
| Brésil | H | | I | | 20 | 20 |
| Brunéi Darussalam | C | | C | | 92,5 | 92,5 |
| Bulgarie | I | H* ^c | I | H* ^c | 30 | 30 |
| Burkina Faso | J | | J | | 10 | 10 |
| Burundi | J | | j | | 10 | 10 |
| Cabo Verde | I | | I | | 20 | 20 |
| Cambodge | J | | J | | 10 | 10 |
| Cameroun | I | | I | | 20 | 20 |
| Canada | B | | B | | 100 | 100 |
| Chili | G | | G | | 30 | 30 |

| État Membre | Catégorie 2021 | Catégorie d'un changement volontaire en 2021 | Catégorie pour la période 2022-2024 établie sur la base des données relatives à la période 2014-2019 | Catégorie découlant d'un éventuel changement volontaire pour la période 2022-2024 | Pourcentage du taux applicable au financement du budget ordinaire | |
|-----------------------|----------------|--|--|---|---|-----------|
| | | | | | 2022 | 2023-2024 |
| Chine | A | | A | | 100+ | 100+ |
| Colombie | I | | I | | 20 | 20 |
| Comores | J | | J | | 10 | 10 |
| Congo | I | | I | | 20 | 20 |
| Costa Rica | I | | H | | 20 | 20 |
| Côte d'Ivoire | I | | I | | 20 | 20 |
| Croatie | G | | G | | 30 | 30 |
| Cuba | I | | I | | 20 | 20 |
| Chypre | B | | B | | 100 | 100 |
| Danemark | B | | B | | 100 | 100 |
| Djibouti | J | | J | | 10 | 10 |
| Dominique | I | | I | | 20 | 20 |
| Égypte | I | | I | | 20 | 20 |
| El Salvador | I | | I | | 20 | 20 |
| Émirats arabes unis | C | | C | | 92,5 | 92,5 |
| Équateur | I | | I | | 20 | 20 |
| Érythrée | J | | J | | 10 | 10 |
| Espagne | B | | B | | 100 | 100 |
| Estonie | E | B | D ^d | | 80 | 80 |
| Eswatini | I | | I | | 20 | 20 |
| États-Unis d'Amérique | A | | A | | 100+ | 100+ |
| Éthiopie | J | | J | | 10 | 10 |
| Fédération de Russie | A | | A | | 100+ | 100+ |
| Fidji | I | | I | | 20 | 20 |
| Finlande | B | | B | | 100 | 100 |
| France | A | | A | | 100+ | 100+ |
| Gabon | I | | I | | 20 | 20 |
| Gambie | J | | J | | 10 | 10 |
| Géorgie | I | | I | | 20 | 20 |
| Ghana | I | | I | | 20 | 20 |
| Grèce | D | | D | | 80 | 80 |
| Grenade | I | | I | | 20 | 20 |
| Guatemala | I | | I | | 20 | 20 |
| Guinée | J | | J | | 10 | 10 |
| Guinée-Bissau | J | | J | | 10 | 10 |
| Guinée équatoriale | H | | I | | 20 | 20 |
| Guyana | I | | I | | 20 | 20 |
| Haïti | J | | J | | 10 | 10 |
| Honduras | I | | I | | 20 | 20 |
| Hongrie | G | | G | | 30 | 30 |
| Îles Marshall | I | | I | | 20 | 20 |

| État Membre | Catégorie 2021 | Catégorie d'un changement volontaire en 2021 | Catégorie pour la période 2022-2024 établie sur la base des données relatives à la période 2014-2019 | Catégorie découlant d'un éventuel changement volontaire pour la période 2022-2024 | Pourcentage du taux applicable au financement du budget ordinaire | |
|--------------------------------|----------------|--|--|---|---|-----------|
| | | | | | 2022 | 2023-2024 |
| Îles Salomon | J | | J | | 10 | 10 |
| Inde | I | | I | | 20 | 20 |
| Indonésie | I | | I | | 20 | 20 |
| Iran (République islamique d') | I | | I | | 20 | 20 |
| Iraq | I | | I | | 20 | 20 |
| Irlande | B | | B | | 100 | 100 |
| Islande | B | | B | | 100 | 100 |
| Israël | B | | B | | 100 | 100 |
| Italie | B | | B | | 100 | 100 |
| Jamaïque | I | | I | | 20 | 20 |
| Japon | B | | B | | 100 | 100 |
| Jordanie | I | | I | | 20 | 20 |
| Kazakhstan | I | | I | | 20 | 20 |
| Kenya | I | | I | | 20 | 20 |
| Kiribati | J | | J | | 10 | 10 |
| Koweït | C | | C | | 92,5 | 92,5 |
| Kirghizistan | I | | I | | 20 | 20 |
| Lesotho | J | | J | | 10 | 10 |
| Lettonie | G | | F | | 40 | 40 |
| Liban | I | | I | | 20 | 20 |
| Libéria | J | | J | | 10 | 10 |
| Libye | I | | I | | 20 | 20 |
| Liechtenstein | B | | B | | 100 | 100 |
| Lituanie | G | | F | | 40 | 40 |
| Luxembourg | B | | B | | 100 | 100 |
| Macédoine du Nord | I | | I | | 20 | 20 |
| Madagascar | J | | J | | 10 | 10 |
| Malaisie | I | | I | | 20 | 20 |
| Malawi | J | | J | | 10 | 10 |
| Maldives | I | | I | | 20 | 20 |
| Mali | J | | J | | 10 | 10 |
| Malte | B | | B | | 100 | 100 |
| Maroc | I | | I | | 20 | 20 |
| Mauritanie | J | | J | | 10 | 10 |
| Maurice | I | | I | | 20 | 20 |
| Mexique | I | | I | | 20 | 20 |
| Micronésie (États fédérés de) | I | | I | | 20 | 20 |
| Monaco | B | | B | | 100 | 100 |
| Mongolie | I | | I | | 20 | 20 |
| Monténégro | I | | I | | 20 | 20 |
| Mozambique | J | | J | | 10 | 10 |

| État Membre | Catégorie 2021 | Catégorie d'un changement volontaire en 2021 | Catégorie pour la période 2022-2024 établie sur la base des données relatives à la période 2014-2019 | Catégorie découlant d'un éventuel changement volontaire pour la période 2022-2024 | Pourcentage du taux applicable au financement du budget ordinaire | |
|---|----------------|--|--|---|---|-----------|
| | | | | | 2022 | 2023-2024 |
| Myanmar | J | | J | | 10 | 10 |
| Namibie | I | | I | | 20 | 20 |
| Nauru | I | | G ^a | | 25 | 30 |
| Népal | J | | J | | 10 | 10 |
| Nicaragua | I | | I | | 20 | 20 |
| Niger | J | | J | | 10 | 10 |
| Nigéria | I | | I | | 20 | 20 |
| Norvège | B | | B | | 100 | 100 |
| Nouvelle-Zélande | B | | B | | 100 | 100 |
| Oman | E | | G | | 30 | 30 |
| Ouganda | J | | J | | 10 | 10 |
| Ouzbékistan | I | | I | | 20 | 20 |
| Pakistan | I | | I | | 20 | 20 |
| Palaos | H | | F ^a | | 30 | 40 |
| Panama | H | | G | | 30 | 30 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | I | | I | | 20 | 20 |
| Paraguay | I | | I | | 20 | 20 |
| Pays-Bas | B | | B | | 100 | 100 |
| Pérou | I | | I | | 20 | 20 |
| Philippines | I | | I | | 20 | 20 |
| Pologne | G | | G | | 30 | 30 |
| Portugal | D | B | B ^e | | 100 | 100 |
| Qatar | C | | C | | 92,5 | 92,5 |
| République arabe syrienne | I | | I | | 20 | 20 |
| République centrafricaine | J | | J | | 10 | 10 |
| République de Corée | B | | B | | 100 | 100 |
| République démocratique du Congo | J | | J | | 10 | 10 |
| République démocratique populaire lao | J | | J | | 10 | 10 |
| République de Moldova | I | | I | | 20 | 20 |
| République dominicaine | I | | I | | 20 | 20 |
| République populaire démocratique de Corée | I | | I | | 20 | 20 |
| République-Unie de Tanzanie | J | | J | | 10 | 10 |
| Roumanie | I | H* ^c | H | H* ^c | 30 | 30 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | A | | A | | 100+ | 100+ |
| Rwanda | J | | J | | 10 | 10 |
| Sainte-Lucie | I | | I | | 20 | 20 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | F | | E | | 60 | 60 |
| Saint-Marin | B | | B | | 100 | 100 |

| État Membre | Catégorie 2021 | Catégorie d'un changement volontaire en 2021 | Catégorie pour la période 2022-2024 établie sur la base des données relatives à la période 2014-2019 | Catégorie découlant d'un éventuel changement volontaire pour la période 2022-2024 | Pourcentage du taux applicable au financement du budget ordinaire | |
|--|----------------|--|--|---|---|-----------|
| | | | | | 2022 | 2023-2024 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | I | | I | | 20 | 20 |
| Samoa | I | | I | | 20 | 20 |
| Sao Tomé-et-Principe | J | | J | | 10 | 10 |
| Sénégal | J | | J | | 10 | 10 |
| Serbie | I | | I | | 20 | 20 |
| Seychelles | G | | G | | 30 | 30 |
| Sierra Leone | J | | J | | 10 | 10 |
| Singapour | C | | C | | 92,5 | 92,5 |
| Slovaquie | E | | E | | 60 | 60 |
| Slovénie | B | | B | | 100 | 100 |
| Somalie | J | | J | | 10 | 10 |
| Soudan | J | | J | | 10 | 10 |
| Soudan du Sud | J | | J | | 10 | 10 |
| Sri Lanka | I | | I | | 20 | 20 |
| Suède | B | | B | | 100 | 100 |
| Suisse | B | | B | | 100 | 100 |
| Suriname | I | | I | | 20 | 20 |
| Tadjikistan | I | | I | | 20 | 20 |
| Tchad | J | | J | | 10 | 10 |
| Tchéquie | E | | D | | 80 | 80 |
| Thaïlande | I | | I | | 20 | 20 |
| Timor-Leste | J | | J | | 10 | 10 |
| Togo | J | | J | | 10 | 10 |
| Tonga | I | | I | | 20 | 20 |
| Trinité-et-Tobago | E | | F | | 40 | 40 |
| Tunisie | I | | I | | 20 | 20 |
| Turkménistan | I | | I | | 20 | 20 |
| Turquie | H | | I | | 20 | 20 |
| Tuvalu | J | | J | | 10 | 10 |
| Ukraine | I | | I | | 20 | 20 |
| Uruguay | F | | F | | 40 | 40 |
| Vanuatu | J | | I | | 20 | 20 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | G | | I | | 20 | 20 |
| Viet Nam | I | | I | | 20 | 20 |
| Yémen | J | | J | | 10 | 10 |
| Zambie | J | | J | | 10 | 10 |
| Zimbabwe | I | | I | | 20 | 20 |

^a Échelonnement de deux ans pour les États Membres passent dans la catégorie supérieure.

(Voir suite des notes page suivante)

(Suite des notes du tableau)

^b Au moment de l'adoption de la résolution [73/272](#), le Président de la Cinquième Commission et le Président de l'Assemblée générale ont déclaré qu'il était entendu qu'il serait accordé à trois pays de la catégorie B, à savoir l'Arabie saoudite, les Bahamas et Bahreïn, à titre exceptionnel et exclusivement pour la période d'application du barème de 2019-2021, un dégrèvement de 7,5 % de leurs contributions et que la charge correspondant à ces dégrèvements serait répartie proportionnellement entre les membres permanents du Conseil de sécurité. Voir [A/C.5/73/SR.26](#) et [A/73/PV.75](#).

^c La contribution des États Membres qui sont passés volontairement à la catégorie H représente 30 % de leur quote-part au titre du budget ordinaire et on suppose que ce pourcentage sera maintenu.

^d L'Estonie a indiqué qu'elle cesserait son placement volontaire dans la catégorie B.

^e Le Portugal ayant été placé dans la catégorie B volontairement en 2019, on suppose que son passage de la catégorie D à la catégorie B sur la base des données du revenu national brut par habitant n'impliquera pas de période de transition.

Annexe III

Taux effectifs de contribution aux opérations de maintien de la paix pour la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024, calculés sur la base des résultats obtenus en appliquant aux données relatives au revenu national brut pour la période 2014-2019^a la méthode utilisée aux fins de l'établissement du barème des quotes-parts pour la période 2019-2021

| État Membre | Taux effectif 2021 | Budget ordinaire 2022–2024 | Taux effectifs | |
|---|--------------------|----------------------------|----------------|-----------|
| | | | 2022 | 2023–2024 |
| Catégorie A | | | | |
| Chine | 15,2195 | 15,254 | 18,6374 | 18,6373 |
| États-Unis d’Amérique | 27,8908 | 22,000 | 26,8798 | 26,8796 |
| Fédération de Russie | 3,0490 | 1,866 | 2,2799 | 2,2799 |
| France | 5,6124 | 4,318 | 5,2758 | 5,2757 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | 5,7899 | 4,375 | 5,3454 | 5,3454 |
| Total A | 57,5615 | 47,813 | 58,4183 | 58,4179 |
| Catégorie B | | | | |
| Allemagne | 6,0900 | 6,111 | 6,1110 | 6,1110 |
| Andorre | 0,0050 | 0,005 | 0,0050 | 0,0050 |
| Arabie saoudite | 1,0841 | 1,184 | 1,1840 | 1,1840 |
| Australie | 2,2100 | 2,111 | 2,1110 | 2,1110 |
| Autriche | 0,6770 | 0,679 | 0,6790 | 0,6790 |
| Bahamas | 0,0167 | 0,019 | 0,0190 | 0,0190 |
| Bahreïn | 0,0463 | 0,054 | 0,0540 | 0,0540 |
| Belgique | 0,8210 | 0,828 | 0,8280 | 0,8280 |
| Canada | 2,7340 | 2,628 | 2,6280 | 2,6280 |
| Chypre | 0,0360 | 0,036 | 0,0360 | 0,0360 |
| Danemark | 0,5540 | 0,553 | 0,5530 | 0,5530 |
| Espagne | 2,1460 | 2,134 | 2,1340 | 2,1340 |
| Finlande | 0,4210 | 0,417 | 0,4170 | 0,4170 |
| Irlande | 0,3710 | 0,439 | 0,4390 | 0,4390 |
| Islande | 0,0280 | 0,036 | 0,0360 | 0,0360 |
| Israël | 0,4900 | 0,561 | 0,5610 | 0,5610 |
| Italie | 3,3070 | 3,189 | 3,1890 | 3,1890 |
| Japon | 8,5640 | 8,033 | 8,0330 | 8,0330 |
| Liechtenstein | 0,0090 | 0,010 | 0,0100 | 0,0100 |
| Luxembourg | 0,0670 | 0,068 | 0,0680 | 0,0680 |
| Malte | 0,0170 | 0,019 | 0,0190 | 0,0190 |
| Monaco | 0,0110 | 0,011 | 0,0110 | 0,0110 |
| Norvège | 0,7540 | 0,679 | 0,6790 | 0,6790 |
| Nouvelle-Zélande | 0,2910 | 0,309 | 0,3090 | 0,3090 |

| État Membre | Taux effectif 2021 | Budget ordinaire 2022–2024 | Taux effectifs | |
|--|--------------------|----------------------------|----------------|----------------|
| | | | 2022 | 2023–2024 |
| Pays-Bas | 1,3560 | 1,377 | 1,3770 | 1,3770 |
| Portugal | 0,3500 | 0,353 | 0,3530 | 0,3530 |
| République de Corée | 2,2670 | 2,574 | 2,5740 | 2,5740 |
| Saint-Marin | 0,0020 | 0,002 | 0,0020 | 0,0020 |
| Slovénie | 0,0760 | 0,079 | 0,0790 | 0,0790 |
| Suède | 0,9060 | 0,871 | 0,8710 | 0,8710 |
| Suisse | 1,1510 | 1,134 | 1,1340 | 1,1340 |
| Total B | 36,8580 | 36,503 | 36,5030 | 36,5030 |
| Catégorie C | | | | |
| Brunéi Darussalam | 0,0231 | 0,021 | 0,0194 | 0,0194 |
| Émirats arabes unis | 0,5698 | 0,635 | 0,5874 | 0,5874 |
| Koweït | 0,2331 | 0,234 | 0,2165 | 0,2165 |
| Qatar | 0,2609 | 0,269 | 0,2488 | 0,2488 |
| Singapour | 0,4486 | 0,504 | 0,4662 | 0,4662 |
| Total C | 1,5355 | 1,663 | 1,5383 | 1,5383 |
| Catégorie D | | | | |
| Estonie | 0,0390 | 0,044 | 0,0352 | 0,0352 |
| Grèce | 0,2928 | 0,325 | 0,2600 | 0,2600 |
| Tchéquie | 0,1866 | 0,340 | 0,2720 | 0,2720 |
| Total D | 0,5184 | 0,709 | 0,5672 | 0,5672 |
| Catégorie E | | | | |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,0004 | 0,002 | 0,0012 | 0,0012 |
| Slovaquie | 0,0918 | 0,155 | 0,0930 | 0,0930 |
| Total E | 0,0922 | 0,157 | 0,0942 | 0,0942 |
| Catégorie F | | | | |
| Barbade | 0,0028 | 0,008 | 0,0032 | 0,0032 |
| Lettonie | 0,0141 | 0,050 | 0,0200 | 0,0200 |
| Lituanie | 0,0213 | 0,077 | 0,0308 | 0,0308 |
| Trinité-et-Tobago | 0,0240 | 0,037 | 0,0148 | 0,0148 |
| Uruguay | 0,0348 | 0,092 | 0,0368 | 0,0368 |
| Total F | 0,0970 | 0,264 | 0,1056 | 0,1056 |
| Passage à la catégorie F | | | | |
| Antigua-et-Barbuda | 0,0004 | 0,002 | 0,0006 | 0,0008 |
| Palaos | 0,0002 | 0,001 | 0,0003 | 0,0004 |
| Total, passage à la catégorie F | 0,0006 | 0,003 | 0,0009 | 0,0012 |
| Catégorie E | | | | |
| Chili | 0,1221 | 0,420 | 0,1260 | 0,1260 |
| Croatie | 0,0231 | 0,091 | 0,0273 | 0,0273 |

| État Membre | Taux effectif 2021 | Budget ordinaire 2022–2024 | Taux effectifs | |
|--|--------------------|----------------------------|----------------|---------------|
| | | | 2022 | 2023–2024 |
| Hongrie | 0,0618 | 0,228 | 0,0684 | 0,0684 |
| Oman | 0,0690 | 0,111 | 0,0333 | 0,0333 |
| Panama | 0,0090 | 0,090 | 0,0270 | 0,0270 |
| Pologne | 0,2406 | 0,837 | 0,2511 | 0,2511 |
| Seychelles | 0,0006 | 0,002 | 0,0006 | 0,0006 |
| Total E | 0,5262 | 1,779 | 0,5337 | 0,5337 |
| Passage à la catégorie G | | | | |
| Nauru | 0,0002 | 0,001 | 0,0003 | 0,0003 |
| Total, passage à la catégorie G | 0,0002 | 0,001 | 0,0003 | 0,0003 |
| Catégorie H* | | | | |
| Bulgarie | 0,0138 | 0,056 | 0,0168 | 0,0168 |
| Roumanie | 0,0594 | 0,312 | 0,0936 | 0,0936 |
| Total H* | 0,0732 | 0,368 | 0,1104 | 0,1104 |
| Catégorie H | | | | |
| Argentine | 0,2745 | 0,719 | 0,1438 | 0,1438 |
| Costa Rica | 0,0124 | 0,069 | 0,0138 | 0,0138 |
| Total H | 0,2869 | 0,788 | 0,1576 | 0,1576 |
| Catégorie I | | | | |
| Afrique du Sud | 0,0544 | 0,244 | 0,0488 | 0,0488 |
| Albanie | 0,0016 | 0,008 | 0,0016 | 0,0016 |
| Algérie | 0,0276 | 0,109 | 0,0218 | 0,0218 |
| Arménie | 0,0014 | 0,007 | 0,0014 | 0,0014 |
| Azerbaïdjan | 0,0098 | 0,030 | 0,0060 | 0,0060 |
| Bélarus | 0,0098 | 0,041 | 0,0082 | 0,0082 |
| Belize | 0,0002 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,0032 | 0,019 | 0,0038 | 0,0038 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,0024 | 0,012 | 0,0024 | 0,0024 |
| Botswana | 0,0028 | 0,015 | 0,0030 | 0,0030 |
| Brésil | 0,5896 | 2,013 | 0,4026 | 0,4026 |
| Cabo Verde | 0,0002 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Cameroun | 0,0026 | 0,013 | 0,0026 | 0,0026 |
| Colombie | 0,0576 | 0,246 | 0,0492 | 0,0492 |
| Congo | 0,0012 | 0,005 | 0,0010 | 0,0010 |
| Côte d'Ivoire | 0,0026 | 0,022 | 0,0044 | 0,0044 |
| Cuba | 0,0160 | 0,095 | 0,0190 | 0,0190 |
| Dominique | 0,0002 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Égypte | 0,0372 | 0,139 | 0,0278 | 0,0278 |
| El Salvador | 0,0024 | 0,013 | 0,0026 | 0,0026 |
| Équateur | 0,0160 | 0,077 | 0,0154 | 0,0154 |
| Eswatini | 0,0004 | 0,002 | 0,0004 | 0,0004 |

| État Membre | Taux effectif 2021 | Budget ordinaire 2022–2024 | Taux effectifs | |
|--------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------|-----------|
| | | | 2022 | 2023–2024 |
| Fidji | 0,0006 | 0,004 | 0,0008 | 0,0008 |
| Gabon | 0,0030 | 0,013 | 0,0026 | 0,0026 |
| Géorgie | 0,0016 | 0,008 | 0,0016 | 0,0016 |
| Ghana | 0,0030 | 0,024 | 0,0048 | 0,0048 |
| Grenade | 0,0002 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Guatemala | 0,0072 | 0,041 | 0,0082 | 0,0082 |
| Guinée équatoriale | 0,0032 | 0,012 | 0,0024 | 0,0024 |
| Guyana | 0,0004 | 0,004 | 0,0008 | 0,0008 |
| Honduras | 0,0018 | 0,009 | 0,0018 | 0,0018 |
| Îles Marshall | 0,0002 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Inde | 0,1668 | 1,044 | 0,2088 | 0,2088 |
| Indonésie | 0,1086 | 0,549 | 0,1098 | 0,1098 |
| Iran (République islamique d') | 0,0796 | 0,371 | 0,0742 | 0,0742 |
| Iraq | 0,0258 | 0,128 | 0,0256 | 0,0256 |
| Jamaïque | 0,0016 | 0,008 | 0,0016 | 0,0016 |
| Jordanie | 0,0042 | 0,022 | 0,0044 | 0,0044 |
| Kazakhstan | 0,0356 | 0,133 | 0,0266 | 0,0266 |
| Kenya | 0,0048 | 0,030 | 0,0060 | 0,0060 |
| Kirghizistan | 0,0004 | 0,002 | 0,0004 | 0,0004 |
| Liban | 0,0094 | 0,036 | 0,0072 | 0,0072 |
| Libye | 0,0060 | 0,018 | 0,0036 | 0,0036 |
| Macédoine du Nord | 0,0014 | 0,007 | 0,0014 | 0,0014 |
| Malaisie | 0,0682 | 0,348 | 0,0696 | 0,0696 |
| Maldives | 0,0008 | 0,004 | 0,0008 | 0,0008 |
| Maroc | 0,0110 | 0,055 | 0,0110 | 0,0110 |
| Maurice | 0,0022 | 0,019 | 0,0038 | 0,0038 |
| Mexique | 0,2584 | 1,221 | 0,2442 | 0,2442 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,0002 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Mongolie | 0,0010 | 0,004 | 0,0008 | 0,0008 |
| Monténégro | 0,0008 | 0,004 | 0,0008 | 0,0008 |
| Namibie | 0,0018 | 0,009 | 0,0018 | 0,0018 |
| Nicaragua | 0,0010 | 0,005 | 0,0010 | 0,0010 |
| Nigéria | 0,0500 | 0,182 | 0,0364 | 0,0364 |
| Ouzbékistan | 0,0064 | 0,027 | 0,0054 | 0,0054 |
| Pakistan | 0,0230 | 0,114 | 0,0228 | 0,0228 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,0020 | 0,010 | 0,0020 | 0,0020 |
| Paraguay | 0,0032 | 0,026 | 0,0052 | 0,0052 |
| Pérou | 0,0304 | 0,163 | 0,0326 | 0,0326 |
| Philippines | 0,0410 | 0,212 | 0,0424 | 0,0424 |
| République arabe syrienne | 0,0022 | 0,009 | 0,0018 | 0,0018 |
| République de Moldova | 0,0006 | 0,005 | 0,0010 | 0,0010 |
| République dominicaine | 0,0106 | 0,067 | 0,0134 | 0,0134 |

| État Membre | Taux effectif 2021 | Budget ordinaire 2022–2024 | Taux effectifs | |
|--|--------------------|----------------------------|----------------|---------------|
| | | | 2022 | 2023–2024 |
| République populaire démocratique de Corée | 0,0012 | 0,005 | 0,0010 | 0,0010 |
| Sainte-Lucie | 0,0002 | 0,002 | 0,0004 | 0,0004 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 0,0002 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Samoa | 0,0002 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Serbie | 0,0056 | 0,032 | 0,0064 | 0,0064 |
| Sri Lanka | 0,0088 | 0,045 | 0,0090 | 0,0090 |
| Suriname | 0,0010 | 0,003 | 0,0006 | 0,0006 |
| Tadjikistan | 0,0008 | 0,003 | 0,0006 | 0,0006 |
| Thaïlande | 0,0614 | 0,368 | 0,0736 | 0,0736 |
| Tonga | 0,0002 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Tunisie | 0,0050 | 0,019 | 0,0038 | 0,0038 |
| Turkménistan | 0,0066 | 0,034 | 0,0068 | 0,0068 |
| Turquie | 0,2742 | 0,845 | 0,1690 | 0,1690 |
| Ukraine | 0,0114 | 0,056 | 0,0112 | 0,0112 |
| Vanuatu | 0,0001 | 0,001 | 0,0002 | 0,0002 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 0,2184 | 0,175 | 0,0350 | 0,0350 |
| Viet Nam | 0,0154 | 0,093 | 0,0186 | 0,0186 |
| Zimbabwe | 0,0010 | 0,007 | 0,0014 | 0,0014 |
| Total I | 2,4311 | 9,754 | 1,9508 | 1,9508 |
| Catégorie J | | | | |
| Afghanistan | 0,0007 | 0,006 | 0,0006 | 0,0006 |
| Angola | 0,0010 | 0,010 | 0,0010 | 0,0010 |
| Bangladesh | 0,0010 | 0,010 | 0,0010 | 0,0010 |
| Bénin | 0,0003 | 0,005 | 0,0005 | 0,0005 |
| Bhoutan | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Burkina Faso | 0,0003 | 0,004 | 0,0004 | 0,0004 |
| Burundi | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Cambodge | 0,0006 | 0,007 | 0,0007 | 0,0007 |
| Comores | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Djibouti | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Érythrée | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Éthiopie | 0,0010 | 0,010 | 0,0010 | 0,0010 |
| Gambie | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Guinée | 0,0003 | 0,003 | 0,0003 | 0,0003 |
| Guinée-Bissau | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Haïti | 0,0003 | 0,006 | 0,0006 | 0,0006 |
| Îles Salomon | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Kiribati | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Lesotho | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Libéria | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Madagascar | 0,0004 | 0,004 | 0,0004 | 0,0004 |
| Malawi | 0,0002 | 0,002 | 0,0002 | 0,0002 |

| État Membre | Taux effectif 2021 | Budget ordinaire 2022–2024 | Taux effectifs | |
|---------------------------------------|--------------------|----------------------------|-----------------|-----------------|
| | | | 2022 | 2023–2024 |
| Mali | 0,0004 | 0,005 | 0,0005 | 0,0005 |
| Mauritanie | 0,0002 | 0,002 | 0,0002 | 0,0002 |
| Mozambique | 0,0004 | 0,004 | 0,0004 | 0,0004 |
| Myanmar | 0,0010 | 0,010 | 0,0010 | 0,0010 |
| Népal | 0,0007 | 0,010 | 0,0010 | 0,0010 |
| Niger | 0,0002 | 0,003 | 0,0003 | 0,0003 |
| Ouganda | 0,0008 | 0,010 | 0,0010 | 0,0010 |
| République centrafricaine | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| République démocratique du Congo | 0,0010 | 0,010 | 0,0010 | 0,0010 |
| République démocratique populaire lao | 0,0005 | 0,007 | 0,0007 | 0,0007 |
| République-Unie de Tanzanie | 0,0010 | 0,010 | 0,0010 | 0,0010 |
| Rwanda | 0,0003 | 0,003 | 0,0003 | 0,0003 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Sénégal | 0,0007 | 0,007 | 0,0007 | 0,0007 |
| Sierra Leone | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Somalie | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Soudan | 0,0010 | 0,010 | 0,0010 | 0,0010 |
| Soudan du Sud | 0,0006 | 0,002 | 0,0002 | 0,0002 |
| Tchad | 0,0004 | 0,003 | 0,0003 | 0,0003 |
| Timor-Leste | 0,0002 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Togo | 0,0002 | 0,002 | 0,0002 | 0,0002 |
| Tuvalu | 0,0001 | 0,001 | 0,0001 | 0,0001 |
| Yémen | 0,0010 | 0,008 | 0,0008 | 0,0008 |
| Zambie | 0,0009 | 0,008 | 0,0008 | 0,0008 |
| Total J | 0,0192 | 0,198 | 0,0198 | 0,0198 |
| Total général | 100,0000 | 100,000 | 100,0000 | 100,0000 |

Note : Les taux de contribution effectifs au financement des opérations de maintien de la paix ont été calculés selon la méthode d'ajustement adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/235 (voir annexe I) et comportent quatre décimales.

^a Présenté pour information par le Comité des contributions dans son rapport A/76/11, par. 108.